

Pierre Brochand (ex-DGSE) : «Pourquoi l'immigration est l'enjeu central de notre vie publique» (2/3) Où en sommes nous ?

écrit par Antiislam | 7 décembre 2022



Suite la tribune de Pierre Brochand

Voir la partie 1 ici :

<https://resistancerepublicaine.com/2022/12/07/pierre-brochand->

2. Où en sommes-nous ou « l'état des lieux » ?

Comme pour tout phénomène social, je vais, d'abord essayer d'en prendre une photographie, avant d'en dérouler la dynamique.

On n'a pas compris grand-chose à l'immigration actuelle si l'on n'a pas perçu d'emblée qu'elle était virtuellement conflictuelle, que ces conflits n'étaient pas quantitatifs mais qualitatifs – donc insolubles – et qu'ils s'inscrivaient, in fine, dans le très douloureux retour de bâton anti-occidental, déclenché par la globalisation.

En feignant d'ignorer ce déterminisme, nous avons été assez fous pour réinjecter chez nous les ingrédients des trois tragédies qui ont causé nos pires malheurs dans le passé :

- La discorde religieuse, théoriquement enterrée en 1905
- L'antagonisme colonial, en principe clos en 1962
- Le fléau du racialisme, dont nous pensions être libérés depuis 1945.

S'agissant du religieux, c'est-à-dire l'islam, aucune « méthode Coué » ne me convaincra que cette confession, entièrement et fraîchement importée par l'immigration, ait pu soudain se transformer en homologue du christianisme, enraciné chez nous il y a quinze siècles et depuis longtemps domestiqué par une laïcité, taillée à sa mesure.

D'une part, en tant que croyance, l'islam est une religion « à l'ancienne », un bloc d'hétéronomie, un code englobant de

pratiques ostensibles, un pavé de certitudes communautaires, brutalement tombé du ciel dans la mare d'une société post-moderne, qui ne croyant plus à rien, est complètement prise à contrepied par cette effraction foudroyante (il y a aujourd'hui, en France, 25 fois plus de musulmans que dans les années 1960).

D'autre part, en tant que civilisation totale, fière, guerrière, offensive, militante, l'islam a très mal vécu son humiliation par l'Occident depuis deux siècles. Dès que la globalisation lui en a offert l'opportunité, il s'est réveillé tel un volcan.

De cette éruption, nous connaissons les manifestations : djihadisme, salafisme, islamisme, réislamisation culturelle.

Tous symptômes désormais présents sur notre sol, comme autant d'expressions crisogènes de l'insatisfaction d'un agent historique « anti-statu quo », qui aspire à l'hégémonie là où il est présent, et, quand il y parvient, ne partage pas notre déférence pour les minorités.

C'est pourquoi, il faut avoir une « cervelle de colibri » – de Gaulle dixit – pour oublier que musulmans et européens n'ont cessé de se disputer, depuis 13 siècles, le contrôle des rives Nord et Sud de la Méditerranée et il faut être bien naïf pour ne pas percevoir, dans les courants de population d'aujourd'hui, une résurgence de cette rivalité millénaire, qui, il convient de le rappeler, a toujours mal fini.

Si, pour sa part, l'antagonisme colonial ne s'est pas estompé 60 ans après, c'est que, là aussi, nous avons été assez stupides pour imaginer, qu'en reconstituant, sous le même toit métropolitain, le face-à-face de gens qui venaient de divorcer outre-mer, on parviendrait à les rabibocher. Erreur fatale, car pas plus que les croyances, certaines mémoires ne sont conciliables.

D'où le fait, jamais vu nulle part, d'une immigration à

tendance victimaire et revendicative, portée autant au ressentiment qu'à l'ingratitude et qui, consciemment ou non, se présente en créancière d'un passé qui ne passe pas.

Quant au clivage racial, il tient à la visibilité des nouveaux venus dans l'espace public, elle aussi sans antécédent. Ce qui conduit, hélas, à instiller dans les esprits, « à notre insu, de notre plein gré », une grille de lecture ethnique des rapports sociaux, où, par contamination, chacun finit par être jugé sur sa mine.

Ce qui conduit aussi, deux fois hélas, à inoculer chez nous le virus mortel du modèle américain et, pire encore, de son hystérisation wokiste.

Glissement ô combien frauduleux et scandaleux, puisqu'il donne à penser à nos immigrés qu'ils sont, eux aussi, des descendants d'esclaves.

De là, ce que l'on pourrait appeler le « syndrome Traoré », dont il ne faut surtout pas minimiser les ravages.

Mais, non contents d'avoir ranimé ces trois incendies mal éteints (religieux, colonial, racial), nous avons réussi l'exploit d'en allumer trois nouveaux, inconnus de notre histoire récente :

– Le premier tient à l'intrusion incongrue de mœurs communautaires d'un autre temps, héritées des pays d'origine et perpendiculaires à notre mode de vie : primauté des liens de sang, système de parenté patrilinéaire, contrôle des femmes, surveillance sociale de la sexualité, endogamie, culture de l'honneur et ses corollaires (justice privée, loi du talion, omerta), *hypertrophie* de l'amour-propre, inaptitude à l'autocritique. Sans oublier polygamie, excision, voire sorcellerie, etc.

– Autre dissension inouïe : l'alter nationalisme des arrivants, qui à la différence de leurs prédécesseurs,

entendent conserver la nationalité juridique et affective de la patrie d'origine, très largement mythifiée. Avec tous les dégâts que peut causer cette dissociation rare entre passeport et allégeance. Souvenons-nous, tous les jours, du coup de tonnerre fondateur que fut le match de football France/Algérie en 2001, tristement révélateur de l'émergence surréaliste de « français anti-français ».

– Enfin, « cerise sur le gâteau », ces communautés venues d'ailleurs n'ont pas seulement des contentieux avec la France, mais aussi entre elles : maghrébins/sub-sahariens ; algériens/marocains ; turcs/kurdes et arméniens ; afghans, tchéchènes, soudanais, érythréens, somaliens, pakistanais, prêts à en découdre, chacun de leur côté ; roms rejetés par tous. Sans omettre l'effrayant parachutage d'un antisémitisme de type oriental. Ainsi, sorte de « cadeau bonus », nous assistons au spectacle peu commun d'un territoire, transformé en champ clos de toutes les querelles de la planète, qui ne nous concernent pas.

Voilà pour la photo, pas très réjouissante, je le reconnais. J'en viens à la « dynamique », qui ne l'est guère davantage.

Elle se résume à trois théorèmes très simples :

Un. Les courants d'immigration sont cumulatifs. Aux effets de flux s'ajoutent des effets de stock, qui à leur tour, génèrent de nouveaux flux.

Deux. Ces courants obéissent aussi à des effets de seuil. Au-delà d'un certain volume, ils changent de nature et de signe. D'éventuellement positifs, ils passent à négatifs.

Trois. Ce seuil de saturation est d'autant plus vite atteint que le fossé entre société de départ et d'arrivée est profond.

Tentons d'appliquer ces formules dans le concret. Quand un groupe humain projette d'emménager chez un autre, il n'y a que cinq possibilités :

- (1) L'interdiction
- (2) L'absorption
- (3) La négociation
- (4) La séparation
- (5) L'affrontement

L'interdiction est tout simplement la mise en œuvre du « principe de précaution », que l'on invoque, à satiété, dans quasiment tous les domaines. Sauf apparemment celui de l'immigration, où il aurait pourtant consisté à bâtir une digue avant que n'arrive le tsunami. Autant dire qu'un projet aussi volontariste ne nous a même pas traversé l'esprit.

L'absorption ou assimilation, par ralliement asymétrique et sans retour à la culture d'accueil, fut longtemps notre paradigme. Nous l'avons abandonné en rase campagne, par renoncement à nous-mêmes, mais aussi par nécessité, car les volumes que nous avons admis ont très vite excédé ce seuil très exigeant.

C'est pourquoi, nous avons cru pouvoir nous rabattre sur l'option 3.*

La négociation ou l'intégration est, en effet, une position intermédiaire, où chacun fait un pas vers l'autre, mais où les immigrés gardent leur quant à soi : un pied dedans, un pied dehors. En bref, un compromis qui n'efface pas les divisions, mais espère les transcender par accord tacite sur une plateforme minimale : le respect des lois et l'accès à l'emploi.

Cependant, en pratique, il s'avère que le plus gros des efforts est à la charge du groupe qui reçoit – c'est-à-dire nous –, aussi bien en termes financiers (politique de la

ville, protection sociale), que de dérogations à nos principes (discrimination positive, mixité imposée, quotas).

Au final, certes, les intégrés sont plus nombreux que les assimilés, car le seuil de tolérance est plus élevé dans leur cas. Pour autant, ils ne sont pas majoritaires et je crains, surtout, que le contrat implicite, passé avec eux, ne soit qu'un CDD, susceptible de ne pas être renouvelé à échéance, si les circonstances changent et, notamment, si les immigrants et descendants franchissent – ce qui est inéluctable en prolongeant les tendances actuelles – la barre des 50% de la population.

Le scénario sécessionniste est la pente la plus naturelle d'une société « multi »

Ainsi, ces résultats, pour le moins mitigés et ambigus, ont ouvert un boulevard à l'option 4 : la **séparation**, qui, dans les faits, est la preuve par neuf de l'échec des trois précédentes. Car, au fond, le scénario sécessionniste est la pente la plus naturelle d'une société « multi ».

Quand des groupes répugnent à vivre ensemble, ils votent avec leurs pieds, se fuient, se recroquevillent, comme autant de répliques du séisme initial qu'est la migration. Se constituent, alors, ce qu'on appelle des diasporas, soit des noyaux durs introvertis, formés de populations extra-européennes, ni assimilées, ni intégrées et à tendance non coopérative.

Ces isolats territoriaux vont inéluctablement développer une double logique de partition et d'accélération.

Partition, par inversion de la pression sociale, dans le sens de la conservation et de la transmission des codes culturels d'origine, y compris – ce qui est stupéfiant – à travers la réislamisation des jeunes. Soit une espèce de contre-colonisation, par le bas, qui ne dit pas son nom.

Accélération, car les diasporas, dont le taux d'accroissement naturel est déjà très supérieur à la moyenne nationale, deviennent, à leur tour, génératrices d'immigration par aspiration juridique et aide à l'accueil.

D'où, en fin de compte, deux évolutions effarantes, là encore, jamais observées :

- Une immigration, qui diverge au fil des générations
- Une immigration, qui s'autoproduit en boule de neige

De sorte qu'entre cet « archipel » et le reste du pays, s'effondre la confiance sociale, fondement même des sociétés heureuses. Là où la défiance devient système, ne tarde pas à disparaître l'altruisme au-delà des liens de parenté, c'est-à-dire la solidarité nationale. À commencer par son navire amiral : l'État providence, dont la perpétuation exige un minimum d'empathie entre cotisants et bénéficiaires. L'économiste Milton Friedman avait coutume de dire, à mon avis fort justement, que l'État providence n'était pas compatible avec la libre circulation des individus.

Or, face à ces micro-contre-sociétés, nous sommes comme **tétanisés**. Nous y repérons, non sans raison, autant de cocottes-minute, dont nous redoutons avant tout qu'elles n'exploient en même temps. **Et pour l'éviter, nous sommes prêts à passer du compromis aux compromissions, en surenchérissant sur les concessions déjà consenties pour promouvoir l'intégration. C'est ce que l'on appelle, par antiphrase, les « accommodements raisonnables », lesquels ne sont rien d'autre que des reniements en matière de liberté d'expression, de justice pénale, d'ordre public, de fraude sociale et de laïcité ou sous forme de clientélisme subventionné.**

Tous ces arrangements au quotidien ont beau se multiplier, ils ne suffisent pas à acheter la paix sociale et c'est

alors que « ce qui doit arriver arrive » : quand plusieurs pouvoirs sont en concurrence ouverte, sur un même espace, pour y obtenir le monopole de la violence mais aussi des cœurs et des esprits, c'est le 5e cas de figure qui se réalise.

L'affrontement. Ce que l'on désigne pudiquement par l'expression « violences urbaines » et dont on connaît bien la gamme ascendante.

Au plus bas, les incivilités courantes qui, parce qu'impunies, incitent à aller plus loin. Un cran au-dessus, une surdélinquance, vécue in petto, comme une juste compensation. Puis, des manifestations de protestations ou même de célébrations, qui s'achèvent en razzia ou en vandalisme. Un degré plus haut, des émeutes qui s'en prennent à tout ce qui incarne la France, y compris pompiers et médecins. Émeutes qui dégénèrent désormais en guérillas de basse intensité, sorte d'intifada à la française ou de « remake » en mineur des guerres coloniales. Avec comme point culminant de ce continuum, le terrorisme djihadiste, dont notre pays est la principale cible en Europe.

Au vu de ce bilan, mon sentiment est que, si nous restons les bras croisés, nous allons au-devant de grandes infortunes et de terribles déconvenues.

3ème Partie à lire demain